

La dépense nationale pour la formation professionnelle atteint 26,3 milliards d'euros (Dares)

15 Janvier 2021



© Fotolia

La dépense nationale pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage était stable en 2017, après une forte hausse en 2016, selon une étude de la Dares parue vendredi 8 janvier 2021.

Dans le contexte de la poursuite du plan "500 000 formations supplémentaires" lancé en 2016, elle atteint 26,3 milliards d'euros en 2017, soit 1,1 % du produit intérieur brut. Les Opca (Organismes paritaires collecteurs agréés) et le FPSPP (Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels) sont les principaux financeurs, prenant en charge 30 % de la dépense totale, soit 7,9 milliards d'euros. Ils sont suivis par les Régions (17,3 % des dépenses) et par l'Etat (14 % du total, en hausse de 2,6 %).

En raison du plan "500 000 formations supplémentaires", les dépenses des administrations et organismes investis d'une mission de service public - dont l'Agefiph (Association de gestion du fonds pour l'insertion des personnes handicapées) et Pôle emploi - sont en forte augmentation en 2016 et 2017 par rapport à 2015 et atteignent 10,2 % du total. Les dépenses individuelles augmentent également pour atteindre 5,5 % du total, tout comme celles de la fonction publique (22,7 % du total).

Des efforts pour la formation des jeunes

L'effort de formation en faveur des personnes en recherche d'emploi, dont Pôle emploi et les Régions sont les principaux financeurs, baisse légèrement en 2017, après une forte hausse en 2016 (20,5 %). Les financements ciblés sur les jeunes avaient crû de 3,1 % en 2016 et de 1,1 % en 2017. Les fonds alloués à l'apprentissage, qui en représentaient la plus grande part (72,4 % en 2017), avaient augmenté en 2016 (+2,4 %) comme en 2017 (+2,6 %).

En 2017, la dépense intermédiée des entreprises avait diminué de 3,1% par rapport à 2016. Ce repli s'était concentré sur les personnes en recherche d'emploi (-14,8 %) et sur les actifs occupés du secteur privé (-5,8 %), ces derniers représentant toujours toutefois la majorité des dépenses (55,6%). Les dépenses en faveur des dispositifs ciblés sur les jeunes étaient en hausse de 4,1 % et restaient prioritairement ciblées sur l'alternance avec notamment l'apprentissage (+6,9%).

Les dépenses des Régions - 4,6 milliards d'euros - avaient augmenté légèrement par rapport à l'année précédente (+0,8 %, après +2,2 %) et bénéficiaient aux personnes en recherche d'emploi (+13,7 % en 2017) notamment les jeunes de moins de 26 ans (50,5 % du total). L'Etat avait consacré, lui, 3,7 milliards d'euros à la formation professionnelle continue et l'apprentissage avec des montants en hausse pour les dispositifs ciblés sur les jeunes (+4,3 % en 2017, après +4,9 % en 2016). Il avait dépensé moins en faveur des personnes en recherche d'emploi (-5,7 %), notamment par le transfert de compétences à d'autres acteurs comme les Régions, mais davantage pour les actifs occupés du secteur privé (+1,9 %, après -7,5 %), grâce à l'augmentation des crédits dédiés au public en reprise d'études (+2,2 %).

Moindre augmentation des dépenses dans la fonction publique

En 2016, les dépenses de Pôle emploi pour la formation des personnes en recherche d'emploi s'élevaient à 2,6 milliards, soit une augmentation très nette par rapport à 2015 (+40,4 %). Elles diminuèrent de 6,1 % en 2017. La rémunération des personnes en formation représentait la majeure partie de ces dépenses (74 %). Les dépenses de formation de la fonction publique représentaient, elles, 6 milliards d'euros, mais les montants augmentèrent moins que les années précédentes (+ 3,6 % en 2017).

[Lire l'étude Dares.](#) ^[1]

Sarah Nafti ([Centre Inffo](#) ^[2] pour Défi métiers)

